

www.unmondelibre.org
Bibliothèque de la liberté



Tom Palmer

**Quelques mythes
sur
l'individualisme**

Traduit de "Myths of Individualism", Cato Policy
Report September/October 1996.

Quelques mythes sur l'individualisme

Par Tom G. Palmer

Récemment, il a été affirmé que les libertariens ou les libéraux classiques pensent au fond d'eux que « les agents individuels sont parfaitement accomplis et que leurs hiérarchies de valeurs sont antérieures et indépendantes du fait social ». Ils « ne tiennent pas compte des preuves sérieuses établies par les sciences sociales au sujet des conséquences néfastes de l'isolement » et, encore plus consternant, ils « s'opposent vivement à la notion de 'valeurs partagées' ou à l'idée du 'bien commun' ». Ces citations sont extraites de l'allocution présidentielle du Professeur Amitai Etzioni lors de la conférence annuelle de l'American Sociological Association en 1995 (et publiée ensuite dans l'American Sociological Review, February 1996). En tant qu'invité régulier des talk-shows et en tant qu'éditeur du journal *The Responsive Community*, Etzioni a acquis une certaine notoriété publique comme tenant du mouvement politique connu sous le nom du communautarisme.

Etzioni n'est certainement pas le seul à adresser de telles critiques. D'autres critiques émanant tant de la gauche que de la droite ont fleuri. A gauche, l'éditorialiste du *Washington Post* E. J. Dionne Jr. a soutenu dans son livre intitulé *Why Americans Hate Politics* que « la popularité croissante de la cause libertarienne laissait supposer que beaucoup d'Américains avaient même renoncé à la possibilité d'un 'bien commun' » et, dans un récent essai dans le *Washington Post Magazine*, que « l'insistance libertarienne sur l'individu libre et insouciant semble supposer que les individus pénètrent le monde en tant qu'adultes parfaitement accomplis qui devraient être tenus responsables de leurs actions depuis leur naissance ». A droite, dans un article au vitriol intitulé « Libertarians: The Chirping Sectaries », feu Russell Kirk prétendait que « comme Satan, le libertarien éternel ne peut supporter aucune autorité, que celle-ci soit temporelle ou spirituelle » et que « le libertarien ne vénère pas les croyances et les coutumes anciennes, ou le monde naturel, ou son pays, ou l'immortelle étincelle de ses prochains ».

Dans un style plus courtois, le Sénateur Dan Coats (Républicain Indépendant) et David Brooks du Weekly Standard ont fustigé les libertariens pour leur ignorance présumée de la valeur communautaire. En défendant sa proposition en faveur de davantage de programmes fédéraux pour « reconstruire » la communauté, Coats avait écrit que son projet de loi est « timidement conservateur, et pas purement libertarien. Il tient compte non seulement des droits individuels, mais aussi de la contribution des groupes à la reconstruction de la fabrique sociale et morale de leurs voisinages ». Ce qui sous-entend que les droits individuels sont en quelque sorte incompatibles avec la participation dans des groupes ou aux communautés de voisinage.

De telles critiques de plus en plus fréquentes émanant de ceux qui s'opposent aux idéaux du libéralisme classique ne sont jamais étayées par des citations de grands auteurs du libéralisme classique ; elles n'avancent pas non plus la moindre preuve pour démontrer que ceux qui sont en faveur de la liberté individuelle et d'un gouvernement constitutionnel limité pensent réellement comme Etzioni et ses disciples le prétendent. Des critiques absurdes qui sont réitérées sans jamais être réfutées peuvent venir à être acceptées comme des vérités. De telle sorte qu'il est impératif qu'Etzioni et d'autres contempteurs communautariens de la liberté individuelle soient sommés de justifier leur déformation des idées libertariennes.

L'individualisme atomiste

Commençons par l'examen de ce qui est en réalité un homme de paille érigé par Etzioni, Dionne, Kirk et d'autres : « l'individualisme atomiste ». Les fondements philosophiques de cette critique ont été exposés par les contempteurs communautariens de l'individualisme libéral classique tels que le philosophe Charles Taylor ou le politologue Michael Sandel. Taylor, par exemple, prétend que parce que les libertariens croient aux droits individuels et aux principes abstraits de justice, ils croient en « l'autosuffisance de l'homme seul, ou, si vous préférez, de l'individu ». Cette interprétation est la version moderne d'une vieille critique à l'égard de l'individualisme libéral classique suivant laquelle les libéraux classiques postulent « des individus abstraits » comme fondement de leur vision concernant la justice.

Ces affirmations sont fantaisistes. Personne ne croit qu'il existe dans la réalité des « individus abstraits » car tous les individus sont nécessairement concrets. Il n'y a pas non plus d'individus réellement « autosuffisants » comme tout lecteur de La richesse des nations peut s'en rendre compte. Ce que les libéraux classiques et les libertariens soutiennent plutôt, c'est que le *système de justice* devrait faire abstraction des caractéristiques concrètes des individus. Ainsi, quand un individu comparait devant un tribunal, sa taille, sa couleur, sa richesse, son statut social et son appartenance religieuse sont généralement sans rapport aucun avec les questions de justice. C'est cela qu'ils entendent par l'égalité devant la loi ; cela ne veut pas dire que personne n'a en réalité une taille particulière, une couleur de peau particulière, ou encore une appartenance religieuse. L'abstraction est un processus mental qu'on emploie quand on essaye de discerner ce qui est essentiel ou en rapport avec un problème donné ; elle ne requiert pas une croyance en l'existence d'entités abstraites.

C'est précisément parce que ni les individus ni les petits groupes ne peuvent être complètement autosuffisants que la coopération est nécessaire à la survie et à l'épanouissement humains. Et, parce que cette coopération s'opère entre un nombre infini d'individus qui ne se connaissent pas les uns les autres, les règles régissant cette interaction sont de nature abstraite. Des règles abstraites qui fixent au préalable ce qu'on peut attendre les uns des autres sont ce qui rend la coopération possible à une échelle étendue.

Aucune personne sensée ne concevrait que les individus soient parfaitement accomplis en dehors du fait social – en vivant isolé, si vous voulez. Cela voudrait dire que personne n'aurait eu de parents, de cousins, d'amis, de héros personnels ou de voisins. Nous avons évidemment tous été influencés par ceux qui nous entourent. Ce qu'affirment les libertariens, c'est simplement que les différences entre adultes normaux n'impliquent pas des droits fondamentaux différents.

Les sources et les limites des obligations

Le libertarianisme n'est pas au fond une théorie métaphysique de la primauté de l'individu sur l'abstrait, et encore moins une théorie absurde à propos « d'individus abstraits ». Il ne constitue pas non plus un rejet anémique des traditions comme Kirk et d'autres conservateurs l'ont prétendu. Il est plus exactement une théorie politique qui a émergé en réaction à la croissance illimitée des pouvoirs de l'Etat. Le libertarianisme puise sa force dans la synthèse puissante d'une théorie normative concernant les sources morales et politiques et les limites, des obligations, d'une part, et une théorie positive explicitant les origines de l'ordre, d'autre part. Chaque personne a le droit d'être libre, et des personnes libres peuvent engendrer un ordre spontanément sans qu'il y ait une autorité centrale au-dessus d'eux.

Qu'en est-il de la caractérisation de toute évidence absurde du libertarianisme par Dionne quand il dit que « les individus pénètrent le monde en tant qu'adultes parfaitement accomplis qui devrait être tenus responsables de leurs actions depuis leur naissance » ? Les libertariens tiennent compte des différences entre les adultes et les enfants ainsi que des différences entre les adultes normaux et les adultes qui sont déments ou déficients ou retardés mentalement. Des tuteurs sont nécessaires pour les enfants et les adultes anormaux car ils ne peuvent faire des choix responsables eux-mêmes. Mais ce n'est pas là une raison pour soutenir que certains adultes normaux ont le droit d'effectuer des choix pour d'autres adultes normaux comme les paternalistes de droite et de gauche le pensent. Les libertariens affirment qu'aucun adulte normal n'a le droit d'imposer des choix à d'autres individus normaux, sauf dans des circonstances anormales, comme quand une personne trouve une autre qui est inconsciente et lui administre des soins médicaux ou appelle une ambulance.

Ce qui distingue le libertarianisme d'autres perspectives de moralité politique, c'est essentiellement sa théorie des obligations *exécutoires*. Certaines obligations, telle que l'obligation d'écrire une note de remerciement à l'attention de son hôte après un dîner, ne sont pas en général exécutoires par la force. D'autres, telles que l'obligation de ne pas donner un coup de poing au nez d'un critique antipathique ou celle de payer pour une paire de chaussures avant de la revêtir et de sortir du magasin, le sont. Les obligations peuvent être universelles ou particulières. Les individus, peu importe qui ils sont et l'endroit où ils se trouvent (c'est-à-dire, en faisant abstraction des circonstances particulières), ont une obligation exécutoire envers les autres

personnes : celle de ne pas les léser dans leur vie, leur liberté, leur santé, ou leurs biens. Dans les mots de John Locke, « Etant tous égaux et indépendants, nul ne doit léser autrui dans sa vie, sa santé, sa liberté, ni ses biens ». Tous les individus disposent du droit de ne pas être lésés dans la jouissance de ces biens. Les droits et les obligations sont corrélatifs et, étant de nature universelle aussi bien que « négative », ils sont susceptibles d'être jouis par tous dans les circonstances normales. C'est l'*universalité* du droit humain de ne pas être tué, blessé, ou volé qui est au fondement de la vision libertarienne, et il y a nul besoin de postuler un « individu abstrait » pour proclamer l'universalité de ce droit. C'est sa vénération, et non son mépris, pour « l'immortelle étincelle de ses prochains » qui incite le libertarien à défendre les droits individuels.

Ces obligations sont universelles. Mais qu'en est-il des obligations « particulières » ? Alors que j'écris cet article, je suis à une table de café et je viens de commander un autre café. J'ai librement contracté l'obligation de payer pour ce café : j'ai transféré un droit de propriété d'un certain montant de mon argent au propriétaire du café, et il a transféré le droit de propriété sur une tasse de café vers moi. Les libertariens affirment en général que les obligations particulières, du moins dans les circonstances normales, doivent être créées par consentement ; elles ne peuvent être imposées unilatéralement aux autres. L'égalité de droits signifie simplement que certaines personnes ne peuvent imposer des obligations à d'autres, car l'agence morale et les droits de ces autres seraient alors violés. Par contre, les communautariens soutiennent que nous naissons tous avec plusieurs obligations particulières comme celle d'accorder à cette masse de personnes – que nous appelons l'Etat ou, plus vaguement, une nation, une communauté, ou le peuple – une certaine quantité d'argent, une certaine obéissance, ou même la vie. Et ils affirment que ces obligations particulières peuvent être exécutées de manière coercitive. En fait, selon les communautariens comme Taylor et Sandel, je suis réellement *constitué en tant que personne* non seulement par la réalité de mon éducation et de mes expériences, mais par un ensemble d'obligations très particulières que je n'ai pas choisies.

Redisons-le, les communautariens soutiennent que nous sommes constitués en tant que personne par nos obligations particulières, et qu'en conséquence, ces obligations ne peuvent relever d'un choix. Pour autant, ceci est une simple affirmation

et elle ne saurait se substituer à un *argument* à l'effet que quelqu'un est obligé envers les autres ; ce n'est pas une justification de la coercition. On pourrait bien se poser la question suivante : si un individu naît avec l'obligation d'obéir, qui naît avec le droit de commander ? Si nous sommes à la recherche d'une théorie cohérente des obligations, il doit y avoir quelqu'un, que ce soit un individu ou un groupe, qui dispose du droit d'exécuter l'obligation. Si je suis constitué en tant que personne par mon obligation d'obéir, qui est constitué en tant que personne par le droit à être obéi ? Une telle théorie de l'obligation peut avoir été cohérente à l'époque des dieux-rois, mais elle semble plutôt déplacée dans le monde moderne. Pour résumer, aucune personne sensée ne croit à l'existence d'individus abstraits, et la vraie dispute entre les libertariens et les communautariens ne concerne pas l'individualisme en tant que tel, mais plutôt l'origine des obligations particulières, que celles-ci soient imposées ou librement consenties.

Les groupes et les biens communs

Une théorie de l'obligation qui se focalise sur les individus ne nie *pas* l'existence d'une « chose » telle que la société ; elle ne nie pas non plus la possibilité de discussions constructives à propos des groupes. Après tout, le fait qu'il y ait des arbres ne nous interdit pas de parler des forêts. La société n'est pas une simple réunion d'individus, elle n'est pas non plus une chose « plus grande et supérieure » distincte des individus. Tout comme un bâtiment n'est pas un amas de briques, mais de briques et des liens entre elles, la société n'est pas une personne dotée de ses propres droits, mais une pluralité d'individus et l'ensemble complexe des liens entre eux.

Il suffit de s'accorder un instant de réflexion pour se rendre compte qu'il est incohérent d'alléguer que les libertariens écartent les « valeurs partagées » et le « bien commun ». Si les libertariens partagent (au minimum) la valeur de la liberté, ils ne peuvent « s'opposer vivement à la notion de 'valeurs partagées' », et si les libertariens croient que nous vivons tous dans un monde meilleur si nous jouissons de la liberté, ils n'ont alors pas « renoncé à la possibilité d'un bien commun » car une partie essentielle de leurs efforts consiste à affirmer ce qu'est le bien commun ! En réponse

à l'allégation de Kirk suivant laquelle les libertariens rejettent les traditions, j'aimerais relever que les libertariens défendent une tradition de liberté qui est le fruit de milliers d'années d'histoire de l'homme. De plus, le traditionalisme pur est incohérent car les traditions peuvent être conflictuelles et l'homme est alors dépourvu de guide pour orienter son action dans une bonne direction. En règle générale, affirmer que les libertariens « rejettent la tradition » est à la fois insipide et absurde. Les libertariens suivent des traditions religieuses, familiales, ethniques et sociales telles que la courtoisie et même le respect envers autrui, ce qui n'est manifestement pas une tradition que Kirk considère nécessaire de perpétuer.

Le plaidoyer libertarien en faveur de la liberté, qui a été tellement dénaturé par les détracteurs communautariens, est simple et sensé. Il est évident que différents individus ont besoin de choses différentes pour mener des vies bonnes, saines et vertueuses. Malgré leur nature commune, les gens sont matériellement et numériquement individualisés, et ils ont des besoins différents. Jusqu'où se déploie alors notre bien commun ?

Karl Marx, un critique communautarien particulièrement brillant et incisif du libertarianisme, soutenait que la société civile s'appuie sur « la décomposition de l'homme » de telle sorte que « l'essence [de l'homme] n'est plus l'essence de la communauté, mais l'essence de la distinction » ; sous le socialisme par contre, l'homme réaliserait sa nature en tant qu'« être générique ». Par conséquent, les socialistes pensent que l'approvisionnement collectif de toutes choses est approprié ; dans un Etat vraiment socialisé, nous jouirions tous du même bien commun et le conflit ne surviendrait tout simplement pas. Les détracteurs communautariens sont en général beaucoup plus prudents, mais en dépit de tous leurs discours, ils nous disent rarement en quoi consiste le bien commun. Par exemple, dans son ouvrage influent intitulé *After Virtue*, le philosophe communautarien Alasdair MacIntyre insiste pendant 219 pages qu'il y a une « vie bonne » pour l'homme qui doit être poursuivie en commun pour ensuite conclure assez piètrement que « la vie bonne pour l'homme est la vie passée à rechercher la vie bonne pour l'homme ».

Dans la même veine, il est souvent allégué que la garantie des pensions de retraite par l'Etat est une composante du bien commun car cela « rapproche nous

tous ». Mais qui est inclus dans « nous tous » ? Les données actuarielles montrent que les hommes afro-américains qui ont cotisé autant que les hommes caucasiens au système de Sécurité Sociale au cours de leur vie de labeur sont susceptibles de percevoir en retour environ moitié moins. De surcroît, plus d'hommes noirs que d'hommes blancs vont mourir avant de percevoir le moindre centime, ce qui veut dire que toutes leurs contributions vont au bénéfice des autres et qu'aucun de leurs « investissements » n'est disponible pour leurs familles. En d'autres termes, ils sont escroqués au bénéfice de retraités qui ne sont pas noirs. Est-ce que les hommes afro-américains font partie du « nous tous » qui jouissons d'un bien commun, ou sont-ils les victimes du « bien commun » des autres ? (Comme les lecteurs de ce magazine devraient le savoir, tout serait mieux sous un système libre, et c'est ce qui pousse les libertariens à affirmer le bien commun qu'est la liberté de choisir entre des systèmes de retraite concurrents.) Trop souvent, les affirmations au sujet du « bien commun » servent de prétexte pour des tentatives égoïstes de se procurer des biens privés ; comme le romancier et libéral classique autrichien Robert Musil l'a écrit dans son formidable ouvrage intitulé *L'Homme sans qualités*, « De nos jours, seuls les criminels osent nuire aux autres sans recourir à la philosophie ».

Les libertariens tiennent compte de l'inévitable pluralisme et, c'est pour cette raison qu'ils maintiennent que la liberté individuelle fait au moins partie du bien commun. Ils comprennent aussi la nécessité absolue de la coopération pour la réalisation de nos fins individuelles ; un individu vivant reclus ne pourrait réellement *être* « autosuffisant » ; c'est dans cette optique précisément que nous devons disposer de règles – régissant la propriété et les contrats, par exemple – qui rendent possible la coopération paisible, et c'est dans cette optique aussi que nous instituons un gouvernement chargé de veiller au respect des règles. Le bien commun est un système de justice qui permet à nous tous de vivre en harmonie et en paix ; un bien commun qui aurait une plus grande portée aurait tendance à être, non pas un bien commun pour « nous tous », mais un bien commun pour certains d'entre nous au détriment des autres. (Il y a un autre sens au mot « autosuffisant » que tout parent comprendra. Les parents souhaitent en général que leurs enfants apprennent à « mettre du leur » et à ne pas vivre comme des pique-assiettes, des paresseux, des quémandeurs, ou des parasites. C'est une condition nécessaire à leur dignité. Taylor et d'autres critiques du

libéralisme confondent souvent cette vertu d'autosuffisance, d'indépendance, avec l'impossibilité de ne jamais se reposer sur, ou coopérer avec, les autres.)

La perception communautarienne du bien commun s'appuie sur des croyances concernant la personnalité, ou l'existence distincte, des groupes. Les deux sont partie intégrante d'une perspective résolument non scientifique et irrationnelle de la politique qui tend à personnaliser les institutions et les groupes, tels que l'Etat, la nation ou la société. Au lieu d'enrichir la science politique d'apports nouveaux et d'éviter la naïveté présumée de l'individualisme libertarien comme le prétendent les communautariens, la thèse de la personnification obscurcit les choses et nous empêche de poser les questions intéressantes qui initient la recherche scientifique. Personne n'a jamais aussi bien dit les choses que l'historien libéral classique Parker T. Moon de l'Université de Columbia dans son étude de l'impérialisme européen au 19^{ème} siècle intitulé *Imperialism and World Politics* :

« Le langage rend souvent opaque la vérité. Plus souvent qu'on le croit, nos yeux sont aveugles aux phénomènes des relations internationales par de simples artifices de la langue. Quand quelqu'un utilise la monosyllabe "France", il pense à la France comme une unité, une entité. Quand il s'agit d'éviter une répétition, nous utilisons un pronom personnel en se référant au pays ; quand par exemple nous disons : "la France a envoyé ses troupes pour conquérir la Tunisie", nous imputons non seulement l'unité mais aussi la personnalité au pays. Les mots mêmes cachent les phénomènes et font des relations internationales un drame glorieux dans lequel des nations personnalisées sont des acteurs, et on oublie trop facilement la chair et le sang des hommes et des femmes qui sont les véritables acteurs. Combien cela serait différent si l'on n'avait pas de mot tel que "la France", et si on devait dire au lieu de cela : "38 millions d'hommes, de femmes et d'enfants aux intérêts et aux croyances les plus divers, habitant un territoire de 218 000 miles-carré" ! Alors on devrait décrire plus précisément l'expédition de Tunis de la façon suivante : "un petit nombre des 38 millions de personnes ont envoyé 30 000 autres personnes pour conquérir Tunis". Cette façon d'écrire suggère une question, ou plutôt une série de questions : Qui est le petit nombre ? Pourquoi envoie-t-il 30 000 personnes à Tunis ? Et pourquoi celles-ci obéissent-elles ? »

La personnification des groupes obscurcit les questions politiques fondamentales au lieu de les éclairer. Ces questions axées essentiellement autour de l'explication des phénomènes politiques complexes et de la responsabilité morale, ne peuvent tout simplement pas être abordées dans le cadre de la personnification des groupes ; en effet, cette dernière entoure l'action des décideurs politiques d'un voile de mysticisme, et permet ainsi à certains de recourir à la « philosophie » - la philosophie mystique de surcroît – pour nuire aux autres.

Les libertariens se distinguent des communautariens par des différences sur des questions importantes, notamment celle de savoir si la coercition est nécessaire pour perpétuer la communauté, la solidarité, l'amitié, l'amour, et d'autres choses qui font que la vie vaut la peine d'être vécue et est susceptible d'être appréciée seulement en commun avec les autres. Ces différences ne peuvent être balayées *a priori* ; et ce ne sont pas les déformations éhontées, les caractérisations absurdes ou les insultes mesquines qui sont de nature à encourager leurs résolutions.

Tom Palmer est docteur en science politique, directeur du Centre pour la Promotion des Droits de l'Homme au *Cato Institute*, Washington DC.